

Je suis heureux de prendre la parole devant cette assemblée de membres distingués de la *Federation of Korean Industries*. J'ai rencontré certains d'entre vous en juillet dernier à Ottawa, dans le cadre de la visite du président Roh et de l'imposante délégation de gens d'affaires qui l'accompagnait.

Le Canada est un pays du Pacifique. Nous commerçons davantage avec la région de l'Asie-Pacifique qu'avec toute l'Europe, tant occidentale qu'orientale. La Corée compte parmi nos principaux partenaires dans la région du Pacifique. Avec des échanges bilatéraux de près de 3,8 milliards de dollars l'an dernier, la Corée était notre deuxième partenaire commercial dans la région du Pacifique et notre sixième dans le monde.

Le Canada attache une importance considérable aux possibilités d'accroissement de ses échanges commerciaux avec les pays de cette région, surtout la Corée. De janvier à juillet 1991, les échanges bilatéraux atteignaient déjà près de 2,4 milliards de dollars, ce qui indique clairement que nous dépasserons la barre des 4 milliards pour l'ensemble de l'année. Nous nous réjouissons particulièrement que, pour la première fois depuis plus de 10 ans, nos échanges soient à peu près équilibrés. Si cette tendance se maintient, la Corée deviendra bientôt notre quatrième partenaire commercial. Par ailleurs, les investissements resserrent de plus en plus nos liens. Le Canada est la troisième destination des investissements coréens, après les États-Unis et l'Indonésie. Les Coréens investissent partout au Canada dans divers secteurs, de l'usine d'automobiles de Hyundai et de l'aciérie Sammi au Québec aux usines de fenêtres PVC à Terre-Neuve, en passant par les mines d'uranium en Saskatchewan, les mines de charbon en Alberta et des projets de construction en Colombie-Britannique.

La politique commerciale du Canada vise avant tout à réduire les barrières commerciales, à permettre à nos industries et à nos concitoyens de participer plus efficacement à la vie économique mondiale et à stimuler la croissance.

En matière de commerce extérieur, le Canada donne la priorité à l'Uruguay Round afin d'assurer sa compétitivité et sa prospérité dans les années 90. Un système multilatéral renforcé, modernisé et élargi, fondé sur des règles demeure la pierre angulaire des relations économiques entre tous les pays.

Il faut faire en sorte que les Négociations commerciales multilatérales (NCM) aboutissent à un résultat satisfaisant cette année pour accroître la confiance de la communauté internationale du commerce extérieur et de l'investissement.

Je me réjouis que l'Allemagne et, dans la moindre mesure, la France, aient assoupli leurs positions ces dernières semaines dans le dossier agricole. En outre, la rencontre tenue entre les présidents Bush et Delors la fin de semaine dernière a donné des résultats encourageants. Dans un contexte où les États-Unis et la Communauté européenne aplanissent leurs divergences, les autres pays doivent